

64039 / 4/2N

Avant-projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et au Protocole, faits à Tokyo, le 12 octobre 2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales ;

Après délibération,

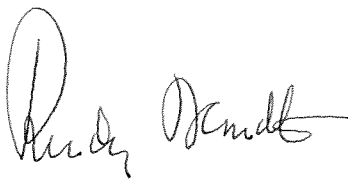
ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

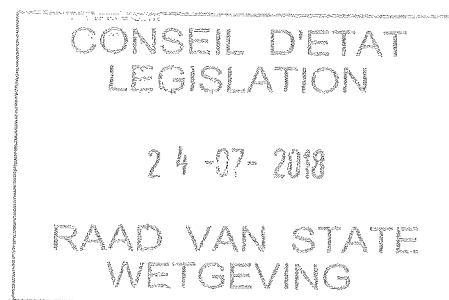
Article unique

La Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et le Protocole, faits à Tokyo, le 12 octobre 2016, sortiront leur plein et entier effet.

Bruxelles, le **20 JUIN 2018**



Rudy DEMOTTE
Ministre-Président



Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et au Protocole, faits à Tokyo, le 12 octobre 2016**Exposé des motifs****A. Contexte et objet de la Convention**

L'avant-projet de décret d'assentiment a pour objet de permettre la ratification de la Convention entre la Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales.

La Convention a pour objectif d'éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales. Comme la plupart des conventions analogues conclues par la Belgique, la nouvelle Convention s'inspire largement du Modèle de convention de l'OCDE.

Les principales caractéristiques de la Convention sont les suivantes :

- Diverses dispositions élaborées dans le cadre du projet de l'OCDE et du G20 centré sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices ("BEPS") ont été intégrées.
- Un chantier de construction ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois. Conformément aux recommandations du projet BEPS, une disposition visant à contrer les abus consistant à fragmenter artificiellement des activités a été insérée, et le concept d'établissement stable "personnel" a été élargi.
- La retenue à la source sur les dividendes est généralement limitée à 10 % du montant brut. Des exemptions de retenue à la source sont prévues pour les dividendes versés à une société qui a détenu, pendant six mois, au moins 10 % des droits de vote de la société qui paie les dividendes, ou à un fonds de pension.
- En ce qui concerne les intérêts, la retenue à la source est généralement limitée à 10 % du montant brut. Des exemptions de retenue à la source sont prévues pour les intérêts payés entre entreprises, à un fonds de pension, aux autorités de l'autre État contractant ou en raison de créances garanties, assurées ou financées par une institution de l'autre État contractant.
- Les redevances payées à un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.
- Les plus-values sur actions de sociétés tirant au moins 50 % de leur valeur de biens immobiliers situés dans un État contractant y sont imposables.
- Les pensions privées (légales et complémentaires) sont imposables à la fois dans l'État de résidence du bénéficiaire et dans l'État de la source, l'État de résidence devant éliminer la double imposition.

- La nouvelle Convention contient à la fois une règle de limitation des avantages et une règle générale anti-abus. Ces règles sont inspirées des recommandations du projet BEPS.
- Les dividendes qu'une société belge reçoit d'une société japonaise sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique aux conditions et dans les limites du régime RDT. Un dividende provenant du Japon qui ne respecte pas les conditions de taxation prévues par ce régime est néanmoins exempté de l'impôt des sociétés, pour autant que ce dividende résulte de l'exercice actif par la société japonaise distributrice d'une activité d'entreprise effective, et qu'il ne soit pas déductible des bénéfices de cette société. Enfin, lorsque ces conditions ne sont pas remplies, la retenue à la source prélevée au Japon est imputée sur l'impôt belge dû sur le dividende.
- Les intérêts et redevances donnent lieu à l'imputation d'une quotité forfaitaire d'impôt étranger conformément au droit interne.
- Lorsqu'une procédure amiable n'apporte pas de solution, la personne qui a soumis le cas peut demander que les questions non résolues soient soumises à arbitrage.
- La Convention prévoit un échange de renseignements conforme au standard international.
- La Convention prévoit une assistance au recouvrement entre la Belgique et le Japon.

B. Le contenu de la Convention

Les dispositions de la Convention sont en grande partie inspirées de celles du modèle standard belge et du Modèle de convention fiscale élaboré par l'OCDE (ci-après "le Modèle OCDE").

À cet égard, on notera que, dans le cadre du projet de l'OCDE et du G20 qui est centré sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices (ci-après le "projet BEPS"), un certain nombre de nouvelles dispositions conventionnelles ont été élaborées. Ces dispositions seront intégrées dans la prochaine mise à jour du Modèle OCDE.

Certaines de ces dispositions constituent des "normes minimales", que les États et juridictions participant au projet BEPS se sont engagés à inclure dans leurs conventions fiscales.

Il s'agit de certaines des dispositions résultant des travaux sur l'Action 6 (Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales) et l'Action 14 (Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends). Ces dispositions sont reprises dans la Convention, au préambule et à l'article 22 (Droit aux avantages) en ce qui concerne l'Action 6, et à l'article 25 (Procédure amiable) en ce qui concerne l'Action 14. L'article 5 de la Convention comprend également des dispositions qui ne constituent pas des "normes minimales" mais qui résultent des travaux sur l'Action 7 du projet BEPS (Empêcher les mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable).

C. Commentaires des articles

Article 1er

Personnes visées

La disposition figurant au 2^e paragraphe de cet article a trait aux revenus perçus par, ou via, une entité considérée comme fiscalement transparente par l'un des États contractants ou par les deux États contractants, que cette entité soit établie dans un État contractant ou dans un État tiers. Ces revenus sont considérés, aux fins de l'application de la Convention, comme étant les revenus d'un résident d'un État contractant, dans la mesure où ils sont traités, aux fins de l'imposition par cet État, comme les revenus d'un résident de cet État.

Le fait que les revenus soient considérés, aux fins de la Convention, comme étant les revenus d'un résident d'un État contractant signifie que le bénéficiaire de ces revenus est autorisé à revendiquer les avantages de la Convention auprès de l'État de la source de ces revenus. De la sorte, ne sont indûment pénalisées ni les entités considérées par un État contractant comme des résidents de cet État aux fins de leur imposition tout en étant considérées comme fiscalement transparentes par l'autre État contractant, ni les personnes résidant dans un État contractant dont des revenus transitent via une entité transparente.

La condition à laquelle l'octroi des avantages est subordonné vise à éviter d'éventuelles absences d'imposition ou des pratiques de chalandage fiscal en assurant que ces avantages ne soient octroyés que lorsque le bénéficiaire des revenus est assujéti à l'impôt sur ces revenus dans un État contractant en tant que résident de cet État contractant.

Une disposition similaire sera insérée dans l'article 1^{er} du Modèle de Convention de l'OCDE lors de sa prochaine mise à jour. Une disposition analogue est par ailleurs déjà incluse dans la Convention de 2006 entre la Belgique et les États-Unis.

Article 2

Impôts visés

En ce qui concerne la Belgique, la Convention s'applique à l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés, l'impôt des personnes morales, l'impôt des non-résidents, et au précompte immobilier, y compris les précomptes et les additionnels auxdits impôts et précomptes.

En ce qui concerne le Japon, la Convention s'applique à l'impôt sur le revenu, l'impôt des sociétés, l'impôt spécial sur le revenu en vue de la reconstruction, l'impôt des sociétés local et aux impôts locaux dus par les habitants.

Article 3

Définitions générales

— Définition de l' "autorité compétente" (paragraphe 1er, (j), (ii)): étant donné le caractère mixte de la Convention, il est précisé que l'autorité compétente belge est, selon

le cas, le ministre des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé.

— Définition des “fonds de pension” (paragraphe 1er, (l)): une telle définition est nécessaire étant donné que la Convention prévoit certains avantages en faveur des fonds de pension (voir articles 10 et 11 ci-après).

Selon cette définition, un fonds de pension est toute personne qui est constituée en vertu de la législation d'un État contractant et qui est gérée principalement pour administrer ou verser des pensions, des prestations de retraite ou d'autres rémunérations similaires ou pour obtenir des revenus pour le compte d'une ou plusieurs personnes gérées principalement pour exercer de telles activités. Les fonds de pension doivent en outre :

- en ce qui concerne la Belgique, être contrôlés par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) ou la Banque Nationale de Belgique, ou être inscrits auprès de l'administration fiscale belge; ou
- en ce qui concerne le Japon, être exemptés d'impôt au Japon sur les revenus tirés de leurs activités.

En ce qui concerne la Belgique, l'expression “fonds de pension” désigne donc les organismes de financement de pensions (OFP) visés par la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, ainsi que les entités constituées selon le droit belge dont l'objet principal est d'investir pour des institutions de retraite belges ou étrangères.

Article 4 et point 2 du Protocole Résident

Lorsqu'une personne est assujettie à l'impôt dans les deux États contractants en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège social ou de son principal établissement, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, le paragraphe 1er ne permet pas de déterminer un seul État de résidence aux fins de l'application de la Convention.

L'article 4, paragraphe 2 de la Convention de 1968 prévoit que tous les cas de double résidence (qu'ils concernent des personnes physiques ou des sociétés ou autres groupements de personnes) doivent être réglés d'un commun accord par les autorités compétentes.

Pour les cas concernant des personnes physiques, la nouvelle Convention reprend les règles de l'article 4, paragraphe 2 du Modèle OCDE (et du modèle standard belge) qui prévoient le recours à un certain nombre de critères objectifs (foyer permanent d'habitation, centre des intérêts vitaux,...).

Par contre, le paragraphe 3 requiert toujours des États contractants qu'ils s'efforcent de déterminer d'un commun accord l'État contractant duquel une société ou un groupement de personnes est réputé être un résident aux fins de l'application de la Convention. En l'absence d'un tel accord, la société ou le groupement de personnes ne

pourra prétendre à aucun des avantages conventionnels prévus par les articles 6 à 21. De la sorte, la société ou le groupement de personnes pourra tout de même se prévaloir des articles 23 (élimination de la double imposition, par un État contractant, en ce qui concerne les revenus provenant de l'autre État contractant), 24 (non-discrimination), et 25 (procédure amiable, à l'exclusion de l'arbitrage eu égard à l'article 25, paragraphe 6 (g)) de la Convention. Par ailleurs, les autorités compétentes belges et japonaises pourront avoir recours aux dispositions des articles 26 (Echange de renseignements) et 27 (Assistance au recouvrement) en ce qui concerne ces contribuables.

Il convient de noter que, dans la prochaine mise à jour du Modèle OCDE, l'actuel paragraphe 3 de l'article 4 sera remplacé par une disposition résultant des travaux sur l'Action 6 du projet BEPS, qui prévoit également que les autorités compétentes doivent trancher d'un commun accord les cas de double résidence impliquant des sociétés ou autres groupements de personnes.

Article 5

Établissement stable

Comme dans la Convention de 1968 et conformément au Modèle OCDE et au modèle standard belge, un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse 12 mois.

L'article intègre par ailleurs diverses innovations résultant de l'Action 7 du Projet BEPS (Empêcher les mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable) et qui figureront dans la prochaine mise à jour du Modèle OCDE.

Le paragraphe 4 prévoit des exceptions à la définition générale du paragraphe 1er, en énumérant une série d'activités qui, bien qu'exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, sont considérées comme ne constituant pas un établissement stable.

Le paragraphe 4 du Modèle OCDE (qui est repris dans le modèle standard belge) a été modifié dans le cadre des travaux sur l'Action 7 du Projet BEPS. En vertu de la disposition modifiée qui figurera dans la prochaine mise à jour du Modèle OCDE, il n'y a plus d'exceptions "automatiques" à la définition de l'établissement stable et les activités énumérées dans ce paragraphe ne constituent des exceptions qu'à la condition expresse qu'elles revêtent un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Un nombre significatif de participants aux travaux sur l'Action 7 considéraient toutefois que certaines des activités spécifiques énumérées aux alinéas (a) à (d) ne doivent pas être soumises à cette condition parce qu'elles sont intrinsèquement préparatoires ou auxiliaires ou parce qu'il est difficile de leur attribuer des bénéfices. Pour tenir compte de la position de ces pays, les nouveaux commentaires résultant des travaux sur l'Action 7 proposent une disposition alternative – qui ne diffère pas fondamentalement de la disposition actuelle du Modèle OCDE et du Modèle standard belge – en vertu de laquelle certaines activités sont automatiquement considérées comme ne constituant pas un établissement stable. Les États qui souhaitent utiliser cette alternative sont par ailleurs libres de supprimer certaines des activités mentionnées aux alinéas (a) à (d) s'ils

considèrent qu'elles doivent être soumises à la condition du caractère préparatoire ou auxiliaire.

C'est cette disposition alternative qui est reprise dans la Convention. On considérera donc qu'il n'y a pas d'établissement stable si :

- (a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise;
- (b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition;
- (c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- (d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
- (e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non mentionnée aux alinéas (a) à (d), à condition que cette activité ait revêtu un caractère préparatoire ou auxiliaire; ou
- (f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas (a) à (e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Comme c'est le cas en vertu de la disposition actuelle du Modèle OCDE et du modèle standard belge, les alinéas (a) à (d) constituent donc des exceptions "automatiques" à la définition de l'établissement stable alors que, pour les activités visées à l'alinéa (e) et le cumul d'activités visé à l'alinéa (f), l'exception n'est applicable que s'ils revêtent un caractère préparatoire ou auxiliaire.

On notera que, contrairement au Modèle OCDE et au modèle standard belge (et à la Convention de 1968), la Convention ne reprend pas la livraison de marchandises parmi les activités mentionnées aux alinéas (a) et (b).

Ceci implique que la livraison de marchandises relève de l'alinéa (e) et ne peut constituer une exception que si elle revêt un caractère (préparatoire ou) auxiliaire.

Compte tenu de l'importance de cette activité dans certains secteurs économiques (notamment la vente en ligne), les négociateurs ont estimé qu'il n'était plus approprié d'en faire une exception inconditionnelle.

Le paragraphe 5 est une nouvelle disposition issue des travaux sur l'Action 7 du Projet BEPS qui figurera au paragraphe 4.1 de la prochaine mise à jour du Modèle OCDE.2 Cette disposition limite l'application des exceptions

prévues au paragraphe 4 afin d'empêcher qu'une entreprise, ou plusieurs entreprises étroitement liées, fragmentent leurs activités entre plusieurs installations fixes d'affaires situées dans le même État de façon à faire valoir que les activités exercées dans chacune de ces installations sont limitées à celles mentionnées au paragraphe 4 et que, dès lors, ces installations ne doivent pas être considérées comme constitutives d'un établissement stable.

En vertu du paragraphe 5, les exceptions prévues au paragraphe 4 ne s'appliquent pas à une installation fixe d'affaires lorsque les activités exercées dans cette installation et les autres activités exercées par la même entreprise ou par une ou plusieurs entreprises étroitement liées dans la même installation ou dans une autre installation située dans le même État constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise. Pour que cette disposition s'applique, il faut en outre :

- qu'au moins une de ces installations constitue un établissement stable, ou
- que l'ensemble des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revête pas un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Les paragraphes 6 à 8 correspondent aux paragraphes 5 et 6 du Modèle OCDE, tels qu'ils figureront dans la prochaine mise à jour de ce Modèle. Ces dispositions, qui ont trait au concept d'établissement stable "personnel", ont en effet subi des modifications importantes résultant des travaux sur l'Action 7 du projet BEPS. Ces modifications partent du principe que, lorsque les activités qu'un intermédiaire exerce dans un État visent la conclusion régulière de contrats devant être exécutés par une entreprise étrangère, celle-ci devrait être considérée comme ayant une présence imposable dans cet État, sauf si l'intermédiaire exerce ces activités dans le cadre d'une entreprise indépendante.

Par comparaison avec le paragraphe correspondant de la Convention de 1968 (le paragraphe 4) et du Modèle OCDE (le paragraphe 5), le paragraphe 6 n'exige plus, pour que les activités d'une personne constituent un établissement stable, que cette personne dispose de pouvoirs lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise. Il suffit que cette personne agisse pour le compte de l'entreprise et que, ce faisant, elle conclue habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise. En outre, alors que la disposition précédente prenait uniquement en considération les contrats conclus au nom de l'entreprise, la nouvelle disposition vise aussi les contrats portant sur le transfert de la propriété de biens appartenant à cette entreprise (ou sur la concession du droit d'utiliser de tels biens ou des biens que l'entreprise a le droit d'utiliser) ou sur la prestation de services par cette entreprise.

Les activités d'une personne peuvent donc être considérées comme constituant un établissement stable même lorsque cette personne agit en son nom propre, par exemple en tant que commissionnaire, ou lorsque, bien que la conclusion de contrats résulte

directement des activités de cette personne, ces contrats sont formellement conclus au niveau du siège de l'entreprise.

Les activités d'une personne agissant pour le compte d'une entreprise ne sont toutefois pas constitutives d'un établissement stable lorsque ces activités sont limitées à celles qui sont visées au paragraphe 4 et qui ne seraient pas constitutives d'un établissement stable si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires.

Le paragraphe 7 écarte par ailleurs le statut d'établissement stable lorsque la personne, bien qu'agissant pour le compte de l'entreprise, le fait dans le cadre ordinaire de sa propre activité d'entreprise en tant qu'agent indépendant. Cette indépendance doit s'apprécier compte tenu des faits et circonstances propres à chaque cas, sur la base de critères tels que l'étendue des obligations de l'agent vis-à-vis de l'entreprise, le niveau de risque assumé par l'agent, l'importance du contrôle qu'exerce l'entreprise sur la conduite des activités de l'agent, le degré de détail des instructions émanant de l'entreprise et le nombre d'entreprises pour le compte desquelles l'agent exerce ses activités.

Ceci étant, il est précisé, à la fin du paragraphe 7, que, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant vis-à-vis de ces entreprises.

Le paragraphe 8 définit les conditions dans lesquelles une personne doit être considérée comme étroitement liée à une entreprise aux fins des paragraphes 5 et 7.

Une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de tous les faits et circonstances pertinents, l'une est sous le contrôle de l'autre ou les deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises.

Cette condition est en tous cas considérée comme remplie si l'une détient (directement ou indirectement) plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre, ou si une autre personne détient plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans la personne et l'entreprise.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

Comme dans la Convention de 1968, les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'État de résidence de l'entreprise.

En ce qui concerne ces mêmes bénéfices, le paragraphe 2 prévoit l'exemption de l'impôt japonais sur les entreprises pour les entreprises belges, ainsi que, pour les entreprises japonaises, de tout impôt similaire qui serait introduit en Belgique après la signature de la Convention. Une disposition analogue figure dans la Convention de 1968.

Article 9

Entreprises associées

Contrairement à la Convention de 1968, la Convention reprend le paragraphe 2 du Modèle OCDE qui oblige un État contractant à procéder à un ajustement corrélatif des bénéfices d'une entreprise de cet État lorsque l'autre État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise associée résidente de cet autre État – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels la première entreprise a été imposée, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par la seconde entreprise si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes.

Le paragraphe 3 stipule qu'un État contractant ne peut plus rectifier les bénéfices d'une entreprise de cet État sur base du paragraphe 1er lorsque plus de dix ans se sont écoulés depuis la fin de la période imposable au cours de laquelle les bénéfices susceptibles d'être rectifiés auraient été réalisés par cette entreprise si les conditions convenues entre cette entreprise et une entreprise associée avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes.

Article 10 Dividendes

La Convention prévoit une retenue à la source maximale de 10 % du montant brut des dividendes qu'un résident de l'un des États contractants (qui est le bénéficiaire effectif des dividendes) reçoit de sources situées dans l'autre État contractant.

Les dividendes sont toutefois exemptés de retenue à la source lorsque leur bénéficiaire effectif est :

— une société qui a détenu, directement ou indirectement, au moins 10 % des droits de vote de la société qui paie les dividendes pendant toute la période de six mois prenant fin à la date à laquelle le droit au dividende est déterminé;

— un fonds de pension, à condition que les dividendes soient tirés d'activités mentionnées dans la définition d'un fonds de pension figurant à l'article 3, paragraphe 1er, (l), de la Convention.

Pour pouvoir prétendre à cette exemption, la société ou le fonds de pension doit en outre satisfaire à la "règle de limitation des avantages" de l'article 22 (voir ci-après).

En vertu du paragraphe 4, le bénéfice de l'exemption de retenue à la source est toutefois expressément exclu pour les dividendes distribués par une société japonaise autorisée à déduire les dividendes qu'elle distribue en vue de la détermination de son revenu imposable.

Ces dividendes sont dès lors soumis au taux général de 10 %. Cette disposition vise certains types de sociétés japonaises qui s'apparentent à des fonds d'investissement.

Elle est rédigée de manière unilatérale en raison du fait qu'il n'y a pas en Belgique de sociétés autorisées à déduire les dividendes qu'elles distribuent.

La Convention de 1968 prévoyait une retenue à la source maximale de 15 %, et des taux réduits (de 5 % ou 10 % selon que la source des dividendes était située en Belgique ou au Japon) en cas de participation représentant au moins 25 % des droits de vote.

Article 11

Intérêts

La Convention prévoit une retenue à la source maximale de 10 % du montant brut des intérêts qu'un résident de l'un des États contractants (qui est le bénéficiaire effectif des intérêts) reçoit de sources situées dans l'autre État contractant.

Une exemption de la retenue à la source est toutefois prévue dans les cas suivants:

- intérêts payés par une entreprise d'un État contractant et dont le bénéficiaire effectif est une entreprise de l'autre État contractant;
- intérêts dont le bénéficiaire effectif est un fonds de pension, à condition que ces intérêts soient tirés d'activités visées dans la définition d'un fonds de pension figurant à l'article 3, paragraphe 1er, (l), de la Convention;
- intérêts dont le bénéficiaire effectif est le Gouvernement de l'autre État contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, sa banque centrale ou toute institution détenue en totalité par ce gouvernement, cette subdivision politique ou cette collectivité locale;
- intérêts dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre État contractant et relatifs à des créances garanties, assurées ou financées indirectement par une institution détenue en totalité par le Gouvernement de cet autre État contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Pour bénéficier de cette exemption, le bénéficiaire effectif des intérêts doit en outre satisfaire à la "règle de limitation des avantages" de l'article 22 (voir ci-après). En vertu du paragraphe 4, le bénéfice de l'exemption de retenue à la source est toutefois expressément exclu pour les intérêts déterminés par référence aux recettes, ventes, revenus, bénéfices ou autres flux de liquidités du débiteur ou d'une personne liée, aux changements de valeurs de tout bien appartenant au débiteur ou à une personne liée, ou à tout dividende, toute distribution de société de personnes ou tout montant analogue payé par le débiteur ou une personne liée. Cette disposition vise les distributions de revenus artificiellement présentées comme des paiements d'intérêts afin que le débiteur puisse les déduire et que le créancier ne soit pas imposé à la source. Ces intérêts sont soumis au taux général de retenue à la source de 10 %. La Convention de 1968 prévoyait également une retenue à la source maximale de 10 %, mais pas d'exemptions.

Article 12

Redevances

Conformément au Modèle OCDE et au modèle standard belge, les redevances qui proviennent d'un État contractant ne sont imposables que dans l'autre État contractant si le bénéficiaire effectif est un résident de cet autre État.

Pour bénéficier de cette exemption de retenue à la source, le bénéficiaire effectif des redevances doit toutefois satisfaire à la "règle de limitation des avantages" de l'article 22 (voir ci-après).

La définition des redevances est conforme à celle du Modèle OCDE et du modèle standard belge. La Convention de 1968 prévoyait une retenue à la source maximale de 10 %.

Article 13

Gains en capital

Le paragraphe 2, qui est inspiré de l'article 13, paragraphe 4, du Modèle OCDE, tel que modifié par l'Action 6 du Projet BEPS, est consacré aux plus-values sur actions de sociétés à prépondérance immobilière.

Cette disposition vise tant les actions d'une société que les droits ou participations similaires, tels que des droits ou participations dans une société de personnes, une fiducie ou un trust, pour autant que, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent leur aliénation, ces actions, droits ou participations similaires tirent, directement ou indirectement, au moins 50 % de leur valeur de biens immobiliers situés dans un État contractant. Le pouvoir d'imposer les plus-values relatives à de telles participations est confié à l'État contractant où les biens immobiliers sont situés.

Sont exclus du champ d'application de cette disposition les gains portant sur des actions, droits ou participations similaires cotés sur un marché boursier reconnu visé à l'article 22, paragraphe 8, (b) de la Convention, à condition que le cédant, seul ou avec des personnes liées, ne possède pas plus de 5 % de la catégorie concernée des actions, droits ou participations similaires.

Article 15

Tantièmes

Cet article est conforme à l'article 15 du modèle standard belge, à ceci près que, en raison de difficultés potentielles d'application au Japon, le paragraphe 3 – qui traite des rémunérations relatives aux activités journalières des dirigeants d'entreprise – est rédigé de manière unilatérale. Ce paragraphe s'applique donc exclusivement aux revenus qu'un résident de Belgique ou du Japon reçoit d'une société résidente de Belgique.

Article 17

Pensions

Le paragraphe 1er ne vise pas seulement les pensions payées au titre d'un emploi salarié antérieur mais toutes les pensions et rémunérations similaires (c'est-à-dire en ce qui concerne la Belgique toutes les pensions, rentes et allocations en tenant lieu visées à l'article 34 du Code des Impôts sur les revenus 1992) qui ne relèvent pas de l'article 18 (Fonctions publiques).

Par dérogation au Modèle OCDE, mais conformément au modèle standard belge, ce paragraphe 1er confie le pouvoir d'imposition à la fois à l'État de résidence du bénéficiaire des versements et à l'État de la source de ces versements, l'État de résidence devant éliminer la double imposition conformément aux dispositions de l'article 23. À la demande du Japon, la disposition fait référence au bénéficiaire "effectif" des pensions et rémunérations similaires afin d'éviter d'éventuels abus.

En vertu du paragraphe 2, les rentes alimentaires payées en raison d'un divorce ou d'une séparation (à un ex-conjoint ou à un enfant) sont imposables dans l'État de résidence du débiteur. Ces versements ne sont toutefois imposables ni dans cet État, ni dans l'État du créancier, s'ils ne sont pas déductibles fiscalement par le débiteur.

Un débiteur résidant en Belgique peut déduire fiscalement de tels versements, de sorte que le paragraphe 2 permet à la Belgique d'exercer son pouvoir d'imposition sur ce type de versements effectués à destination d'un créancier résidant au Japon. En revanche, un débiteur résidant au Japon ne peut pas déduire fiscalement de tels versements. Le droit interne japonais ne prévoit pas non plus d'imposition à charge du créancier. Aussi, au regard du paragraphe 2 de la Convention, lorsque ce type de versements est effectué par un résident du Japon à un résident de Belgique, ils ne sont imposables ni au Japon ni en Belgique.

Sans ce paragraphe 2, ce type de versements tomberait dans le champ d'application de l'article 21 (Autres revenus), ce qui empêcherait la Belgique de les imposer en dépit du fait que, lorsqu'ils sont effectués par un débiteur résidant en Belgique, ils sont déductibles fiscalement dans son chef.

Article 20

Contrats d'association anonyme

(Tokumei Kumiai)

Cet article permet au Japon d'imposer conformément à son droit interne les revenus de source japonaise qu'un résident de Belgique reçoit en tant qu'"associé passif" dans le cadre d'un "Tokumei Kumiai" ("contrat d'association anonyme"). En droit japonais, ce type de contrat, qui ne fait naître aucune entité distincte, suppose qu'une personne (l'"associé passif") investisse des fonds dans l'activité d'une autre personne (l'"entrepreneur").

Les revenus que cette activité génère sont intégralement des revenus de "l'entrepreneur". Ils sont donc imposés dans son chef. Toutefois, la partie de ses revenus

que "l'entrepreneur" est tenu de distribuer à l'"associé passif" en vertu des termes du contrat qui les lie est déductible fiscalement par "l'entrepreneur".

En vertu du droit interne japonais, cette distribution est soumise à une retenue à la source de 20 %.

Sans l'article 20 de la Convention, les revenus distribués à un "associé passif" résidant en Belgique tomberaient dans le champ d'application de l'article 21 (autres revenus), ce qui empêcherait le Japon de prélever sa retenue à la source.

Cette disposition est rédigée de façon unilatérale en raison de l'absence d'instrument juridique comparable en droit interne belge. Une disposition analogue figure dans la plupart des conventions préventives de la double imposition récemment conclues par le Japon.

Article 21

Autres revenus

Conformément au Modèle OCDE, les éléments de revenu qui ne sont pas traités dans l'un des articles précédents de la Convention ne sont en principe imposables que dans l'État de résidence de leur bénéficiaire effectif (sauf si le droit ou le bien générateur de ces revenus se rattache à un établissement stable dont ce bénéficiaire dispose dans l'autre État contractant pour y exercer son activité).

À la demande du Japon, le paragraphe 3 contient une disposition anti-abus, analogue à celles de l'article 11, paragraphe 8, et de l'article 12, paragraphe 5, de la Convention, qui prévoit que, lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le bénéficiaire effectif des revenus et le débiteur ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des revenus excède celui qui aurait été convenu entre eux en l'absence de pareilles relations, les dispositions du paragraphe 1er ne s'appliquent qu'à ce dernier montant.

Par conséquent, la partie excédentaire des revenus reste imposable selon la législation de chaque État contractant.

Article 22

Droit aux avantages

Les travaux sur l'Action 6 du projet BEPS ("Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales") ont abouti à l'adoption d'une norme minimale visant à lutter contre le chalandage fiscal, que tous les pays participants se sont engagés à adopter. Pour satisfaire à cette norme minimale, les pays doivent faire figurer dans leurs conventions fiscales une déclaration explicite indiquant que leur intention est d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite résultant de comportements de fraude ou d'évasion fiscales, en particulier par le recours à des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir des allègements prévus dans la Convention au bénéfice indirect de résidents d'États tiers (voir préambule de la Convention).

Ils doivent en outre inclure dans leurs conventions:

(i) soit une règle générale anti-abus fondée sur le critère des objets principaux (“règle du critère des objets principaux”);

(ii) soit une “règle du critère des objets principaux” combinée à une “règle de limitation des avantages”;

(iii) soit une “règle de limitation des avantages” complétée par un mécanisme (conventionnel ou de droit interne) visant spécifiquement les mécanismes de financement par des sociétés-relais. Une “règle de limitation des avantages” et une “règle du critère des objets principaux” ont été élaborées dans le cadre des travaux sur l’Action 6. Ces dispositions

seront intégrées dans la prochaine version du Modèle OCDE, dans un nouvel article 29 intitulé “Droit aux avantages”.

La Belgique, comme la grande majorité des pays, est favorable à l’option consistant à n’inclure dans ses conventions qu’une “règle du critère des objets principaux”.

Le Japon est également favorable à l’inclusion d’une telle clause mais tient aussi à inclure dans ses conventions une “règle de limitation des avantages” applicable aux exemptions prévues par les articles 10 (Dividendes), 11 (Intérêts) et 12 (Redevances).

Pour le Japon, l’inclusion d’une telle clause était une condition “sine qua non” à la conclusion d’une nouvelle convention prévoyant de telles exemptions. On notera que des clauses analogues figurent également dans les conventions conclues entre le Japon et, notamment, l’Allemagne, l’Autriche, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

L’article 22 de la Convention contient dès lors une “règle de limitation des avantages” (paragraphe 1 à 8) et une “règle du critère des objets principaux” (paragraphe 9), ainsi qu’une disposition applicable à certains revenus de source étrangère uniquement imposables lorsqu’ils sont rapatriés ou perçus dans l’État de résidence du bénéficiaire (paragraphe 10).

“Règle de limitation des avantages”
(paragraphe 1 à 8)

Les dispositions des paragraphes 1 à 8 sont analogues à la version “simplifiée” de la règle de limitation des avantages issue des travaux BEPS (le Modèle OCDE inclura également une version “détaillée”, plus restrictive, de cette règle). Le but d’une telle clause est de lutter contre le chalandage fiscal en refusant les avantages conventionnels à des structures ayant pour effet que ces avantages sont octroyés indirectement à des personnes qui ne sont pas des résidents des États contractants, tout en reconnaissant que de telles structures peuvent être mises en place pour des motifs économiques légitimes.

Alors que les règles de limitation des avantages du Modèle OCDE sont applicables à l'ensemble des avantages conventionnels, la portée de la règle insérée dans la Convention est limitée aux avantages prévus par les articles 10, paragraphe 3, 11, paragraphe 3, et 12, paragraphe 1er et seulement dans la mesure où ces dispositions prévoient une exemption de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances. Cette règle de limitation des avantages ne peut donc empêcher le bénéficiaire effectif de dividendes ou d'intérêts de se voir octroyer le taux réduit à 10 % de l'article 10, paragraphe 2, ou de l'article 11, paragraphe 2.

Pour pouvoir prétendre aux exemptions prévues par les articles 10, paragraphe 3, 11, paragraphe 3, et 12, paragraphe 1er, un résident d'un État contractant doit être une "personne admissible" au sens du paragraphe 2 ou satisfaire à un des autres tests prévus aux paragraphes 3, 5 ou 6.

Un résident d'un État contractant est une "personne admissible" s'il s'agit:

- d'une personne physique;
- du gouvernement d'un État contractant, de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou de sa banque centrale;
- d'une société dont la principale catégorie d'actions est régulièrement négociée sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus (c'est-à-dire, selon le paragraphe 8, (b), les bourses japonaises, tous les marchés réglementés au sens de la directive 2014/65/UE "MIFID II", le NASDAQ, les bourses de New York, Hong Kong, Singapour et Taiwan, ainsi que le SIX Swiss Exchange de même que tout autre marché boursier que les autorités compétentes des États contractants conviendront de reconnaître);
- d'une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres réglementés;
- d'un fonds de pension, si plus de 50 % des bénéficiaires, membres ou participants sont des personnes physiques résidentes d'un État contractant, ou si plus de 75 % des cotisations versées proviennent de résidents d'un État contractant qui sont des "personnes admissibles";
- d'une association sans but lucratif à condition qu'elle soit exemptée d'impôt ou ne soit soumise à l'impôt que sur certains types de revenus;
- d'une société ou un autre groupement de personnes à condition que 50 % au moins des droits de vote ou autres droits ou intérêts effectifs aient été détenus (directement ou indirectement), pendant la période de douze mois précédant la date du paiement des revenus (ou, dans le cas de dividendes, la date à laquelle l'attribution des dividendes est décrétée), par des résidents d'un État contractant qui sont des "personnes admissibles".

En vertu des paragraphes 3, 5 et 6, une société ou un autre groupement de personnes qui est un résident d'un État contractant mais qui n'est pas une "personne admissible" au regard du paragraphe 2 peut néanmoins prétendre à l'exemption prévue par l'article

10, paragraphe 3, l'article 11, paragraphe 3, ou l'article 12, paragraphe 1er au titre d'un paiement de dividendes, d'intérêts ou de redevances :

- si des "bénéficiaires équivalents" ont possédé (directement ou indirectement) au moins 75 % des droits de vote ou autres droits ou intérêts effectifs dans cette société ou ce groupement pendant la période de douze mois précédant la date du paiement des revenus (ou, dans le cas de dividendes, la date à laquelle l'attribution des dividendes est décrétée). La définition de l'expression "bénéficiaire équivalent" figure au paragraphe 8.

Elle désigne toute personne qui, à l'instar d'une "personne admissible", aurait droit à une exemption de retenue à la source si elle avait elle-même perçu les revenus au titre desquels l'exemption est demandée, que ce soit sur base du droit interne de l'État de la source, de la Convention ou de tout autre instrument international (tel qu'une autre convention préventive de la double imposition ou une directive européenne).

- si cette société ou ce groupement exerce une activité d'entreprise dans son État de résidence et si l'élément de revenu au titre duquel l'exemption est revendiquée est lié à cette activité (la réalisation ou la gestion d'investissements pour son compte propre n'entrent en considération que s'il s'agit d'activités bancaires, d'assurance ou d'activités portant sur des valeurs mobilières exercées par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres).

Lorsque l'élément de revenu pour lequel l'exemption est demandée est tiré d'une activité exercée dans l'autre État contractant, ou provient de l'autre État contractant et est reçu d'une personne associée à ce résident, l'exemption n'est accordée que si l'activité exercée dans l'État de résidence présente un caractère substantiel par rapport à l'activité exercée dans l'autre État. Pour déterminer si la société ou le groupement exerce une activité d'entreprise, il est tenu compte des activités exercées par des personnes liées et par des "partnerships" dans lesquelles la société ou le groupement de personnes est associé.

- s'il s'agit d'un quartier général tel que défini au paragraphe 6. Cela implique notamment qu'il fournisse une partie importante de la supervision et de l'administration générales du groupe ou qu'il fournisse un financement au groupe, qu'il dispose d'un pouvoir discrétionnaire indépendant pour assumer ces fonctions, que 50 % au plus de son revenu brut provienne de l'autre État contractant et qu'il soit soumis aux mêmes règles d'imposition sur le revenu que les personnes qui exercent une activité d'entreprise au sens du paragraphe 5. Il faut en outre que le groupe soit constitué de sociétés résidant et exerçant des activités dans au moins cinq pays, que les activités exercées dans chacun des cinq pays génèrent au moins 5 % du revenu brut du groupe et que les activités exercées dans un pays autre que celui du quartier général génèrent moins de 50 % du revenu brut du groupe. Pour que l'exemption soit applicable, le revenu perçu par le quartier général doit être lié aux activités d'entreprise exercées par les sociétés du groupe.

Le paragraphe 7 permet à un résident d'un État contractant qui n'est pas une "personne admissible" au regard du paragraphe 2, et qui ne satisfait pas aux tests prévus aux paragraphes 3, 5 et 6, de néanmoins bénéficier de l'exemption prévue à l'article 10, paragraphe 3, 11, paragraphe 3, ou 12, paragraphe 1er si l'autorité compétente de

l'autre État contractant détermine que ni l'établissement, l'acquisition ou le maintien de ce résident ni la conduite de ses opérations n'avaient pas l'obtention de cet avantage comme l'un de ses principaux objectifs.

“Règle du critère des principaux objectifs” (paragraphe 9)

Cette disposition générale anti-abus est identique à celle issue des travaux sur l'Action 6 du Projet BEPS, qui figurera au paragraphe 9 du nouvel article 29 du Modèle OCDE.

Contrairement à la règle de limitation des avantages décrite ci-avant, la portée du paragraphe 9 s'étend à l'ensemble des avantages de la Convention. Cette disposition permet à un État contractant de refuser un avantage au titre d'un élément de revenu s'il est raisonnable de conclure que l'octroi de cet avantage était l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction qui a permis, directement ou indirectement, de l'obtenir. Elle permet toutefois au contribuable de démontrer que l'octroi de l'avantage dans les circonstances de l'espèce serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la Convention.

Il convient de noter que le fait qu'un résident d'un État contractant soit une “personne admissible” ou satisfasse à un des autres tests de la règle de limitation des avantages décrite ci-avant n'empêche pas l'application du paragraphe 9 dans l'hypothèse où un tel résident participerait à un montage ou une transaction qui vise à obtenir abusivement les avantages de la Convention (par exemple, une société cotée en bourse qui agirait comme société relais dans un montage financier destiné à faire bénéficier indirectement un résident d'un État tiers d'une exemption de retenue à la source prévue par la Convention).

Revenus imposés uniquement en cas de rapatriement (paragraphe 10)

Certains résidents (non permanents) du Japon ne sont imposés sur leurs revenus de source étrangère que dans la mesure où ces revenus sont payés ou rapatriés au Japon. Le paragraphe 10 veille à éviter l'absence d'imposition susceptible de se produire lorsqu'un tel résident perçoit un revenu de source belge qui n'est ni payé ni rapatrié au Japon (et n'y est donc pas imposé) alors que, d'autre part, ce résident peut revendiquer en Belgique le bénéfice d'une réduction ou d'une exemption d'impôt au titre de ce même revenu en vertu de la Convention. Le paragraphe 10 prévoit qu'en pareille hypothèse, la réduction ou l'exemption d'impôt conventionnelle ne s'applique qu'à la partie du revenu qui est perçue ou rapatriée au Japon. À la demande du Japon, cette disposition est rédigée de manière bilatérale bien que la Belgique ne connaisse pas de régime fiscal similaire.

a) Exonération sous réserve de progressivité (paragraphe 2, (a) et (b))

Les revenus (autres que les dividendes, intérêts ou redevances) qui sont imposés au Japon conformément aux dispositions de la Convention sont exemptés sous réserve de progressivité en Belgique. Lorsque le bénéficiaire est une personne physique, les revenus ne sont exemptés (toujours sous réserve de progressivité) que dans la mesure où ils sont effectivement imposés au Japon.

Les termes “imposé” et “effectivement imposé” sont définis au point 4 du Protocole. La définition du terme “imposé” prend en considération la décision de la Cour de cassation dans l’Affaire Sidro (Cass., 15 septembre 1970, Bull. 489. p. 1618).

La Convention autorise la Belgique à calculer les taxes additionnelles des communes et agglomérations sur les revenus professionnels de source japonaise qui sont exemptés de l’impôt en Belgique en vertu de la Convention, et ce nonobstant toute autre disposition de la Convention. Ces taxes additionnelles sont calculées comme si les revenus professionnels de source japonaise étaient des revenus de source belge.

b) Prévention de la double imposition sur les dividendes (paragraphe 2, (c), (d) et (e))

La Convention prévoit en premier lieu que les dividendes qu’une société qui est un résident de la Belgique reçoit d’une société qui est un résident du Japon sont exemptés en Belgique aux conditions et dans les limites du régime des “revenus définitivement taxés” (RDT) (cf. paragraphe 2, (c)).

Les dividendes qui ne bénéficient pas de l’exemption mentionnée ci-dessus peuvent néanmoins être exemptés de l’impôt des sociétés, mais seulement si la société japonaise distributrice exerce activement au Japon une activité d’entreprise effective et dans la mesure où les dividendes sont payés au moyen de revenus générés par cette activité et ne sont pas déduits (ou déductibles) des bénéfices de la société japonaise distributrice. Dans ce cas, l’exemption est accordée aux conditions et dans les limites du régime RDT, à l’exception des dispositions de ce régime relatives au régime fiscal de la société distributrice japonaise ou des revenus qui servent au paiement des dividendes (cf. paragraphe 2, (d)).

Une société japonaise n’est pas considérée comme exerçant activement une activité d’entreprise effective lorsque cette société est une société d’investissement, une société de financement (autre qu’une banque) ou une société de trésorerie ou lorsque cette société détient un placement de portefeuille ou un droit d’auteur, un brevet, une marque, un dessin, un modèle, un plan, une formule ou un procédé secrets représentant au total plus du tiers de ses actifs et que cette détention ne fait pas partie de l’exercice actif d’une activité d’entreprise.

Enfin, lorsque les dividendes qu’une société qui est un résident de la Belgique reçoit d’une société qui est un résident du Japon ne peuvent être exemptés ni sur base du paragraphe 2, (c) ni sur base du paragraphe 2, (d), le paragraphe 2, (e) prévoit que la retenue à la source prélevée au Japon conformément à l’article 10, paragraphe 2, est imputée sur l’impôt belge dû sur ces dividendes. Le montant imputé ne peut excéder la fraction de l’impôt belge qui est proportionnellement afférente à ces dividendes, étant entendu que, pour le calcul de cette fraction, le montant de ces dividendes inclut la retenue à la source japonaise (cf. paragraphe 2, (e), et point 5 du Protocole).

c) Quotité forfaitaire d’impôt étranger (paragraphe 2, (f))

Les intérêts et redevances provenant du Japon donnent lieu à l’imputation d’une quotité forfaitaire d’impôt étranger aux conditions et dans les limites

prévues par la législation belge.

d) Déduction des pertes étrangères (paragraphe 2, (g))

La Convention contient la disposition habituelle destinée à prévenir la double déduction des pertes des établissements stables étrangers.

Article 24

Non-Discrimination

À la différence de l'article correspondant du modèle standard belge, l'article 24 de la Convention ne contient pas de disposition consacrée aux apatrides ni de disposition garantissant que les cotisations versées, par une personne physique qui exerce des activités dans un État contractant, à un régime de retraite de l'autre État contractant bénéficieront du même traitement que si ces cotisations avaient été versées à un régime de retraite du premier État. Très peu de conventions conclues par le Japon contiennent de telles dispositions.

Article 25 et point 6 du Protocole

Procédure amiable

Les trois premiers paragraphes de cet article sont identiques aux paragraphes 1 à 3 de l'article 25 tels qu'ils figureront dans la prochaine mise à jour du Modèle OCDE. Ces dispositions constituent un élément de la norme minimale adoptée dans le cadre de l'Action 14 du Projet BEPS (Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends), que les pays participants se sont engagés à insérer dans leurs conventions fiscales.

La seule modification apportée à ces dispositions à la suite des travaux sur l'Action 14 a pour effet que les demandes de procédure amiable peuvent être présentées aux autorités compétentes de l'un ou l'autre des États contractants (comme le prévoit déjà le modèle standard belge) alors que, en vertu du Modèle OCDE actuel, elles doivent être présentées à l'autorité compétente de l'État de résidence du contribuable ou à l'État dont il possède la nationalité si le cas concerne une question de discrimination. La Convention de 1968 permet uniquement de soumettre un cas à l'autorité compétente de l'État de résidence.

Les autres dispositions ne sont pas modifiées. Elles prévoient notamment que les demandes doivent être présentées dans un délai de trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention et que les accords amiables doivent être appliqués quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

Ces dispositions sont pour l'essentiel déjà reprises dans le modèle standard belge, à l'exception de la seconde phrase du paragraphe 3 qui autorise les autorités compétentes à se consulter en vue d'éliminer la double imposition également dans des cas non prévus par la Convention.

Afin de garantir la conformité d'une telle habilitation avec la Constitution belge, il est précisé au point 6 du Protocole que cette disposition n'autorise en aucun cas les autorités compétentes à éliminer la double imposition lorsque qu'une telle élimination contreviendrait aux dispositions de leurs législations internes respectives ou d'autres traités fiscaux applicables.

Le paragraphe 5 prévoit une clause d'arbitrage obligatoire et contraignant basée sur celles du Modèle OCDE et du modèle standard belge. Lorsqu'une procédure amiable n'apporte pas de solution, la personne qui a soumis le cas pourra dès lors demander que les questions non résolues soient soumises à arbitrage, à moins qu'une décision concernant ces questions non résolues ait déjà été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif belge ou japonais. À la différence du modèle standard belge, il n'y a pas de délai à l'expiration duquel la personne concernée par le cas ne pourrait plus en faire la demande. Le Japon n'a pas souhaité prévoir un tel délai, qui ne figure pas dans le Modèle OCDE. La décision de la commission d'arbitrage sera contraignante, à moins que, dans un délai de 45 jours (en principe) à compter de la communication de l'accord amiable qui met en œuvre cette décision, une personne directement concernée par le cas informe une des autorités compétentes qu'elle n'accepte pas cet accord amiable.

Le paragraphe 6 prévoit que les autorités compétentes s'accorderont au sujet d'une procédure visant à garantir qu'une décision d'arbitrage sera, en principe, mise en œuvre dans un délai de deux ans à compter de la demande d'arbitrage.

Le paragraphe 6 fixe par ailleurs certaines modalités de la procédure d'arbitrage, concernant notamment :

- la composition d'une commission d'arbitrage, le mode de nomination des arbitres, le devoir de confidentialité et les incompatibilités qu'implique le statut d'arbitre ;

- la répartition des coûts liés à la procédure d'arbitrage ;

- le statut des décisions d'une commission d'arbitrage (il est notamment précisé que celles-ci n'ont aucune valeur de précédent) ;

- les cas dans lesquels la procédure d'arbitrage se termine prématurément (notamment si les autorités compétentes parviennent à un accord amiable ou si une décision judiciaire intervient avant que la commission d'arbitrage ait rendu une décision) ;

- le fait qu'un non-désistement d'un recours en justice pendant dans les 60 jours de la communication d'une décision d'arbitrage est assimilé à un rejet de cette décision ;

- l'exclusion des cas relevant de l'article 4, paragraphe 3, de la Convention (c'est-à-dire les cas de double résidence des sociétés et autres groupements de personnes).

Comme l'indique la dernière phrase du paragraphe 5, un accord administratif complémentaire sera toutefois nécessaire pour préciser davantage l'ensemble des détails pratiques de la procédure d'arbitrage.

Article 26

Échange de renseignements

Cet article est totalement conforme au standard international sur la transparence et l'échange de renseignements en matière fiscale. Dès lors, le Japon et la Belgique peuvent échanger des renseignements fiscaux, y compris des renseignements détenus par des institutions financières, qui sont vraisemblablement pertinents pour l'application de la Convention ou pour l'administration ou l'application de leur législation interne. Le champ d'application matériel de cet article s'étend à tous les impôts perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales.

La Convention autorise la Belgique à utiliser les renseignements reçus à d'autres fins que fiscales, mais seulement lorsque la législation belge et japonaise autorise une telle utilisation et sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente japonaise. Actuellement, la législation japonaise n'autorise toutefois pas encore une telle utilisation.

La protection de la confidentialité des communications confidentielles entre un client et un avocat, un notaire ou un autre représentant juridique agréé est expressément garantie par le paragraphe 3, (d). Il ne s'agit toutefois là que d'une clarification, issue des commentaires du Modèle OCDE, des autres limitations à l'échange de renseignements autorisées par le paragraphe 3.

L'échange de renseignements fiscaux, tel que prévu par le présent article, peut se faire aussi bien sur demande que de manière automatique ou spontanée. Avant de pouvoir échanger des renseignements de manière automatique, les autorités compétentes doivent toutefois s'accorder sur l'étendue et les modalités d'un tel échange.

En ce qui concerne l'échange automatique des renseignements financiers, cela a été fait, en dehors du cadre de la Convention, par la conclusion d'un accord multilatéral (administratif) sur base de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. Le Japon a signé cet accord (administratif) multilatéral et s'est engagé à échanger des données de manière automatique à partir de septembre 2018.

Par ailleurs, si la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal organise, au premier chef, l'échange de renseignements entre les États membres de l'Union européenne (en ce compris l'échange automatique d'informations financières et l'échange automatique des décisions fiscales en matière transfrontalière), elle comporte aussi un chapitre relatif aux relations avec les pays tiers. En vertu des dispositions de l'article 24 de cette directive, des informations reçues d'un pays tiers peuvent – pour autant qu'un accord avec ce pays tiers l'autorise – être transmises à d'autres États membres de l'Union européenne auxquels ces informations peuvent être utiles. Inversement, des informations reçues d'un autre État membre peuvent, à certaines conditions, être transmises à un pays tiers. Il est expressément stipulé à l'article premier de la directive que celle-ci ne porte pas atteinte à l'exécution de toute obligation des États membres quant à une coopération administrative plus étendue qui

résulterait d'autres instruments juridiques, y compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux.

Bien que le champ d'application de la Convention s'étende à des impôts perçus pour le compte de différents niveaux de pouvoir (Fédéral, Communautés et Régions), la communication avec le Japon se fera via un seul point de contact (central). L'organisation et le fonctionnement concret de ce point de contact, ainsi que la collaboration entre ce point de contact et les différents niveaux de pouvoir concernés, font l'objet d'un accord de coopération (Accord de coopération du 27 mars 2017, Moniteur belge du 30 juin 2017). Cet accord de coopération porte sur l'échange de renseignements non seulement dans le cadre d'un traité bilatéral mais également dans le cadre de la Directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et dans le cadre de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe.

Article 27

Assistance en matière de recouvrement des impôts

Alors que la Convention de 1968 ne prévoyait pas l'assistance au recouvrement, la Convention comprend un article 27 analogue à celui du Modèle OCDE et à l'article 26 du modèle standard belge.

L'assistance au recouvrement n'est pas limitée aux impôts énumérés à l'article 2 de la Convention. Toutefois, le Japon a tenu à énumérer de manière précise au paragraphe 2 de l'article 27 les impôts auxquels s'applique cette assistance. En ce qui concerne la Belgique, cette liste comprend, outre les impôts sur le revenu énumérés à l'article 2, la TVA, les droits de succession, les droits de donation, la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation. Cette liste est exhaustive, mais les États contractants ont la faculté de la compléter par échange de notes diplomatiques. De plus, les impôts identiques ou analogues qui seraient adoptés après la date de signature de la Convention seront également couverts.

Par ailleurs, le paragraphe 6 comporte une particularité concernant les délais de prescription des créances fiscales pour lesquelles l'assistance au recouvrement est demandée. Bien que, comme dans le modèle standard belge, ces délais restent en principe régis par la législation de l'État requérant, il est prévu que les actes accomplis par l'État requis qui, s'ils étaient accomplis par l'État requérant, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre les délais de prescription, ont le même effet dans l'État requérant.

Bien que le champ d'application de la Convention s'étende à des impôts perçus pour le compte de différents niveaux de pouvoir (Fédéral, Communautés et Régions), la communication avec le Japon se fera via un seul point de contact (central). L'organisation et le fonctionnement concret de ce point de contact, ainsi que la collaboration entre ce point de contact et les différents niveaux de pouvoir concernés, font l'objet d'un accord de coopération (Accord de coopération du 26 février 2014, Moniteur belge du 24 avril 2014).

Cet accord de coopération porte sur l'assistance au recouvrement non seulement dans le cadre d'un traité bilatéral mais également dans le cadre de la Directive 2010/24/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et dans le cadre de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE et du Conseil de l'Europe.

D. Nature de la Convention sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral – Communautés – Régions) de ce Protocole a été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes au sein du Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 26 mai 2016.

CONVENTION
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
JAPAN
FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND THE PREVENTION OF TAX
EVASION AND AVOIDANCE

CONVENTION
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
JAPAN
FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND THE PREVENTION OF TAX
EVASION AND AVOIDANCE

the Kingdom of Belgium
(including the Flemish Community,
the French Community,
the German-speaking Community,
the Flemish Region,
the Walloon Region,
and the Brussels-Capital Region),
on the one hand,

and

Japan,
on the other hand,

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their cooperation
in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to
taxes on income without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation
through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed
at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third
States),

Have agreed as follows:

Article 1
PERSONS COVERED

1. This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Convention, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes

of taxation by that Contracting State, as the income of a resident of that Contracting State. In no case shall the provisions of this paragraph be construed so as to restrict in any way a Contracting State's right to tax the residents of that Contracting State. For the purposes of this paragraph, the term "fiscally transparent" means situations where, under the tax law of a Contracting State, income or part thereof of an entity or arrangement is not taxed at the level of the entity or arrangement but at the level of the persons who have an interest in that entity or arrangement as if that income or part thereof were directly derived by such persons at the time when that income or part thereof is realised whether or not that income or part thereof is distributed by that entity or arrangement to such persons.

Article 2

TAXES COVERED

1. The existing taxes to which this Convention shall apply are:
 - (a) in the case of Japan:
 - (i) the income tax;
 - (ii) the corporation tax;
 - (iii) the special income tax for reconstruction;
 - (iv) the local corporation tax; and
 - (v) the local inhabitant taxes(hereinafter referred to as "Japanese tax"); and
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) the individual income tax;
 - (ii) the corporate income tax;
 - (iii) the income tax on legal entities;
 - (iv) the income tax on non-residents; and

(v) the withholding tax on immovable property;

including the prepayments and the surcharges on these taxes and prepayments

(hereinafter referred to as "Belgian tax").

2. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3 GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
- (a) the term "Japan", when used in a geographical sense, means all the territory of Japan, including its territorial sea, in which the laws relating to Japanese tax are in force, and all the area beyond its territorial sea, including the seabed and subsoil thereof, over which Japan has sovereign rights in accordance with international law and in which the laws relating to Japanese tax are in force;
 - (b) the term "Belgium" means the Kingdom of Belgium; used in a geographical sense, it means the territory of the Kingdom of Belgium, including the territorial sea, and any other area in the sea within which the Kingdom of Belgium, in accordance with international law, exercises sovereign rights or its jurisdiction;
 - (c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Belgium or Japan, as the context requires;
 - (d) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
 - (e) the term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - (f) the term "enterprise" applies to the carrying on of any business;
 - (g) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - (h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
 - (i) the term "national", in relation to a Contracting State, means:

- (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
- (j) the term "competent authority" means:
 - (i) in the case of Japan, the Minister of Finance or his authorised representative; and
 - (ii) in the case of Belgium, as the case may be, the Minister in charge of finance of the Federal Government and/or of the Government of a Region and/or of a Community, or his authorised representative;
- (k) the term "business" includes the performance of professional services and of other activities of an independent character; and
- (l) the term "pension fund" means any person that:
 - (i) is established under the laws of a Contracting State; and
 - (ii) is operated principally to administer or provide pensions, retirement benefits or other similar remuneration or to earn income for the benefit of one or more persons operated principally to administer or provide pensions, retirement benefits or other similar remuneration;

provided that it is:

- (iii) in the case of Japan, exempt from tax in Japan with respect to income derived from the activities described in clause (ii);
- (iv) in the case of Belgium, supervised by the Financial Services and Markets Authority or by the National Bank of Belgium or registered with the Belgian Federal Public Service Finance.

2. As regards the application of this Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the laws of that Contracting State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that Contracting State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Contracting State.

Article 4 RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that Contracting State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of head or main office, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Contracting State and any political subdivision or local authority thereof. This

term, however, does not include any person who is liable to tax in that Contracting State in respect only of income from sources in that Contracting State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - (a) he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - (b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has an habitual abode;
 - (c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State of which he is a national;
 - (d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to determine by mutual agreement the Contracting State of which such person shall be deemed to be a resident for the purposes of this Convention, having regard to its place of head or main office, its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall be deemed not to be a resident of either Contracting State for the purposes of Articles 6 to 21.

Article 5 **PERMANENT ESTABLISHMENT**

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term "permanent establishment" includes especially:
 - (a) a place of management;
 - (b) a branch;
 - (c) an office;
 - (d) a factory;

- (c) a workshop; and
 - (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:
- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage or display of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage or display;
 - (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in subparagraphs (a) to (d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
 - (f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Paragraph 4 shall not apply to a fixed place of business that is used or maintained by an enterprise if the same enterprise or a closely related enterprise carries on business activities at the same place or at another place in the same Contracting State and
- (a) that place or other place constitutes a permanent establishment for the enterprise or the closely related enterprise under the provisions of this Article, or
 - (b) the overall activity resulting from the combination of the activities carried on by the two enterprises at the same place, or by the same enterprise or closely related enterprises at the two places, is not of a preparatory or auxiliary character,

provided that the business activities carried on by the two enterprises at the same place, or by the same enterprise or closely related enterprises at the two places, constitute complementary functions that are part of a cohesive business operation.

6. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 but subject to the provisions of paragraph 7, where a person is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise and, in doing so, habitually concludes contracts, or habitually plays the principal role leading to the conclusion of contracts that are routinely concluded without material modification by the enterprise, and these contracts are

- (a) in the name of the enterprise, or
- (b) for the transfer of the ownership of, or for the granting of the right to use, property owned by that enterprise or that the enterprise has the right to use, or
- (c) for the provision of services by that enterprise,

that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

7. Paragraph 6 shall not apply where the person acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State carries on business in the first-mentioned Contracting State as an independent agent and acts for the enterprise in the ordinary course of that business. Where, however, a person acts exclusively or almost exclusively on behalf of one or more enterprises to which it is closely related, that person shall not be considered to be an independent agent within the meaning of this paragraph with respect to any such enterprise.
8. For the purposes of this Article, a person is closely related to an enterprise if, based on all the relevant facts and circumstances, one has control of the other or both are under the control of the same persons or enterprises. In any case, a person shall be considered to be closely related to an enterprise if one possesses directly or indirectly more than 50 per cent of the beneficial interest in the other (or, in the case of a company, more than 50 per cent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) or if another person possesses directly or indirectly more than 50 per cent of the beneficial interest (or, in the case of a company, more than 50 per cent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) in the person and the enterprise.
9. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other Contracting State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6
INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the laws of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7
BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Contracting State.
2. For the purposes of this Article and Article 23, the profits that are attributable in each Contracting State to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.
3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting State adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting States and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Contracting State, that other Contracting State shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.
4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8
SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that Contracting State.
2. Notwithstanding the provisions of Article 2, an enterprise of a Contracting State shall be exempt in respect of its carrying on the operation of ships or aircraft in international traffic from, in the case of an enterprise of Belgium, the enterprise tax of Japan and, in the case of an enterprise of Japan, any tax similar to the enterprise tax of Japan which is imposed after the date of signature of this Convention in Belgium.
3. The provisions of the preceding paragraphs of this Article shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9
ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where
 - (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that Contracting State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other Contracting State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Contracting State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Contracting State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, a Contracting State shall not change the profits of an enterprise of that Contracting State in the circumstances referred to in that paragraph after ten years from the end of the taxable period in

which the profits that would be subjected to such change would, but for the conditions referred to in that paragraph, have accrued to that enterprise.

Article 10 DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that Contracting State according to the laws of that Contracting State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State shall be taxable only in the other Contracting State if the beneficial owner of the dividends is a resident of that other Contracting State and is either:
 - (a) a company which has owned, directly or indirectly, at least 10 per cent of the voting power of the company paying the dividends for the period of six months ending on the date on which entitlement to the dividends is determined; or
 - (b) a pension fund, provided that such dividends are derived from the activities referred to in clause (ii) of subparagraph (1) of paragraph 1 of Article 3.
4. The provisions of subparagraph (a) of paragraph 3 shall not apply in the case of dividends paid by a company which is entitled to a deduction for dividends paid to its beneficiaries in computing its taxable income in Japan.
5. The provisions of paragraphs 2 to 4 shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.
6. The term "dividends" as used in this Article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident.
7. The provisions of paragraphs 1 to 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

8. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other Contracting State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Contracting State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Contracting State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Contracting State.

Article 11 INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that Contracting State according to the laws of that Contracting State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be taxable only in the other Contracting State if it is:
 - (a) paid by an enterprise of that Contracting State and beneficially owned by an enterprise of that other Contracting State;
 - (b) beneficially owned by a pension fund that is a resident of that other Contracting State, provided that such interest is derived from the activities referred to in clause (ii) of subparagraph (1) of paragraph 1 of Article 3;
 - (c) beneficially owned by the Government of that other Contracting State, a political subdivision or local authority thereof, the central bank thereof or any institution wholly owned by that Government or political subdivision or local authority; or
 - (d) beneficially owned by a resident of that other Contracting State with respect to debt-claims guaranteed, insured or indirectly financed by any institution wholly owned by the Government of that other Contracting State or a political subdivision or local authority thereof.
4. The provisions of paragraph 3 shall not apply to interest that is determined by reference to receipts, sales, income, profits or other cash flow of the debtor or a related person, to any change in the value of any property of the debtor or a related person or to any dividends, partnership distribution or similar payment made by the debtor or a related person.
5. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, and all

other income that is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the tax laws of the Contracting State in which the income arises. Income dealt with in Article 10 and penalty charges for late payment shall not, however, be regarded as interest for the purposes of this Article.

6. The provisions of paragraphs 1 to 4 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
7. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that Contracting State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.
8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12 ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other Contracting State.
2. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or any patent, trade mark, design or model, plan, or secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that Contracting State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such

permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13 CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares of a company or comparable interests, such as interests in a partnership or trust, may be taxed in the other Contracting State if, at any time during the 365 days preceding the alienation, these shares or comparable interests derived at least 50 per cent of their value directly or indirectly from immovable property, as defined in Article 6, situated in that other Contracting State, unless the shares or comparable interests are traded on a recognised stock exchange specified in subparagraph (b) of paragraph 8 of Article 22 and the resident and persons related to that resident own in the aggregate 5 per cent or less of the class of the shares or comparable interests.
3. Gains from the alienation of any property, other than immovable property, forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Contracting State.
4. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or any property, other than immovable property, pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that Contracting State.
5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this Article shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14
INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that Contracting State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Contracting State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned Contracting State if:
 - (a) the recipient is present in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the taxable period concerned;
 - (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Contracting State; and
 - (c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Contracting State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that Contracting State.

Article 15
DIRECTORS' FEES

1. Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors, or of a similar organ, of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. The provisions of paragraph 1 shall apply mutatis mutandis to remuneration derived in respect of the discharge of functions which, under the laws of the Contracting State of which the company is a resident, are regarded as functions of a similar nature as those exercised by a person in his capacity referred to in that paragraph.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the provisions of Article 14 shall apply mutatis mutandis to remuneration derived by a resident of either Contracting State referred to in paragraph 1 from a company which is a resident of Belgium in respect of the discharge of day-to-day functions of a managerial or technical, commercial or financial nature, as if such remuneration were derived by an employee in respect of an employment and as if references to the "employer" in subparagraphs (b) and (c) of paragraph 2 of Article 14 were references to the "company". The provisions of this paragraph shall also apply to remuneration derived by a resident of either Contracting State in respect of his

day-to-day activity as a partner of a company, other than a company with share capital, which is a resident of Belgium.

Article 16

ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other Contracting State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17

PENSIONS AND ALIMONY

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration beneficially owned by a resident of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State. However, such pensions and other similar remuneration may also be taxed in the other Contracting State if they arise in that other Contracting State.
2. Periodic payments, including payments for the support of a child, made by reason of divorce or separation and paid by a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned Contracting State. However, such payments shall not be taxable in either Contracting State if the individual making such payments is not entitled to a deduction for such payments in computing taxable income in the first-mentioned Contracting State.

Article 18

GOVERNMENT SERVICE

1. (a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Contracting State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that Contracting State.
(b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other Contracting State and the individual is a resident of that other Contracting State who:
 - (i) is a national of that other Contracting State; or
 - (ii) did not become a resident of that other Contracting State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds which are created by or to which contributions are made by, a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Contracting State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that Contracting State.
- (b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that other Contracting State.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof.

Article 19 STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in the first-mentioned Contracting State, provided that such payments arise from sources outside the first-mentioned Contracting State. The exemption provided by this Article shall apply to a business apprentice only for a period not exceeding one year from the date on which he first begins his training in the first-mentioned Contracting State.

Article 20 SILENT PARTNERSHIP (TOKUMEI KUMIAI)

Notwithstanding any other provisions of this Convention, any income and gains derived by a silent partner who is a resident of Belgium in respect of a silent partnership (Tokumei Kumiai) contract or another similar contract may be taxed in Japan according to its laws if such income and gains arise in Japan.

Article 21 OTHER INCOME

1. Items of income beneficially owned by a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Contracting State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the beneficial owner of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

3. Where, by reason of a special relationship between the resident referred to in paragraph 1 and the payer or between both of them and some other person, the amount of the income referred to in paragraph 1 exceeds the amount which would have been agreed upon between them in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the income shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 22

ENTITLEMENT TO BENEFITS

1. Except as otherwise provided in this Article, a resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 only if such resident is a qualified person as defined in paragraph 2.
2. A resident of a Contracting State is a qualified person only if such resident is either:
 - (a) an individual;
 - (b) the Government of that Contracting State, any political subdivision or local authority thereof or the central bank thereof;
 - (c) a company, if its principal class of shares is regularly traded on one or more recognised stock exchanges;
 - (d) a bank, an insurance company or a securities dealer that is established and regulated as such under the laws of that Contracting State;
 - (e) a pension fund, provided that as of the beginning of the taxable period in which the claim to the benefit is made:
 - (i) more than 50 per cent of the beneficiaries, members or participants of the pension fund are individuals who are residents of either Contracting State; or
 - (ii) more than 75 per cent of the contributions made to the pension fund is derived from residents of either Contracting State which are qualified persons;
 - (f) an organisation established under the laws of that Contracting State and operated exclusively for a religious, charitable, educational, scientific, artistic, cultural or public purpose, only if the tax laws of that Contracting State provide that all or part of its income is exempted from tax or that such person is only subjected to tax with respect to some types of income; or
 - (g) a person other than an individual, if residents of either Contracting State that are qualified persons by reason of either of subparagraphs (a) to (f) own, directly or indirectly, at least 50 per cent of the voting power or other beneficial interests of the person.

3. A resident of a Contracting State shall be entitled to a benefit granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph if persons that are equivalent beneficiaries own, directly or indirectly, at least 75 per cent of the voting power or other beneficial interests of that resident.
4. For the purposes of applying the provisions of subparagraph (g) of paragraph 2 and paragraph 3, a resident of a Contracting State shall be considered to satisfy the conditions described in that subparagraph or paragraph only if such resident satisfies those conditions during the twelve month period preceding the date of the payment (or, in the case of dividends, the date on which entitlement to the dividends is determined).
5.
 - (a) A resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph derived from the other Contracting State if:
 - (i) the resident is carrying on business in the first-mentioned Contracting State (other than the business of making or managing investments for the resident's own account, unless the business is banking, insurance or securities business carried on by a bank, insurance company or securities dealer); and
 - (ii) that item of income is derived in connection with, or is incidental to, that business.
 - (b) If a resident of a Contracting State derives an item of income from a business carried on by that resident in the other Contracting State or derives an item of income arising in the other Contracting State from a person that has with the resident a relationship described in subparagraph (a) or (b) of paragraph 1 of Article 9, the conditions described in subparagraph (a) of this paragraph shall be considered to be satisfied with respect to such item of income only if the business carried on in the first-mentioned Contracting State is substantial in relation to the business carried on in that other Contracting State. Whether such business is substantial for the purpose of this subparagraph shall be determined on the basis of all the facts and circumstances.
 - (c) In determining whether a person is carrying on business in a Contracting State under subparagraph (a) of this paragraph, the business conducted by a partnership in which that person is a partner and the business conducted by persons connected to such person shall be deemed to be conducted by such person. A person shall be connected to another if one owns, directly or indirectly, at least 50 per cent of the beneficial interests in the other (or, in the case of a company, at least 50 per cent of the voting power of the company) or a third person owns, directly or indirectly, at least 50 per cent of the beneficial interests (or, in the case of a company, at least 50 per cent of the voting power of the company) in each person. In any case, a person shall be considered to be connected to another if, on the basis of all the facts and circumstances, one has control of the other or both are under the control of the same person or

persons.

6. (a) A resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph derived from the other Contracting State if:
 - (i) that resident functions as a headquarters company for a multinational corporate group; and
 - (ii) the item of income derived from that other Contracting State either is derived in connection with, or is incidental to, the business referred to in clause (ii) of subparagraph (b).
 - (b) A resident of a Contracting State shall be considered a headquarters company for a multinational corporate group for the purpose of subparagraph (a) only if:
 - (i) that resident provides a substantial portion of the overall supervision and administration of the group or provides financing for the group;
 - (ii) the group consists of companies which are residents in, and are carrying on business in, at least five countries, and the business carried on in each of the five countries generates at least 5 per cent of the gross income of the group;
 - (iii) the business carried on in any one country other than that Contracting State generate less than 50 per cent of the gross income of the group;
 - (iv) no more than 50 per cent of its gross income is derived from the other Contracting State;
 - (v) that resident has, and exercises, independent discretionary authority to carry out the functions referred to in clause (i); and
 - (vi) that resident is subject to the same income taxation rules in that Contracting State as persons described in paragraph 5.
 - (c) For the purposes of subparagraph (b), a resident of a Contracting State shall be deemed to satisfy the gross income requirements described in clause (ii), (iii) or (iv) of that subparagraph for the taxable period in which the item of income is derived if that resident satisfies each of those gross income requirements when averaging the gross income of the three taxable periods preceding that taxable period.
7. A resident of a Contracting State that is neither a qualified person nor entitled under paragraph 3, 5 or 6 to a benefit granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 shall nevertheless be entitled to such benefits if the competent authority of the other Contracting State determines, in accordance with its domestic law or administrative practice, that the establishment, acquisition or maintenance of

such resident and the conduct of its operations did not have the obtaining of such benefits as one of the principal purposes.

8. For the purposes of this Article:

- (a) the term "principal class of shares" means the class or classes of shares of a company which represent a majority of the voting power of the company;
- (b) the term "recognised stock exchange" means:
 - (i) any stock exchange established under the terms of the Financial Instruments and Exchange Law (Law No. 25 of 1948) of Japan;
 - (ii) any regulated market pursuant to the Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directive 2002/92/EC and Directive 2011/61/EU (as amended) or any successor Directive;
 - (iii) Hong Kong Exchanges and Clearing, the NASDAQ System, the New York Stock Exchange, Singapore Exchange, SIX Swiss Exchange and the Taiwan Stock Exchange; and
 - (iv) any other stock exchange which the competent authorities of the Contracting States agree to recognise for the purposes of this Article;
- (c) the term "equivalent beneficiary" means any person who would be entitled to a benefit, with respect to the item of income in respect of which the benefit of this Convention is claimed to a Contracting State, granted by that Contracting State under the law of that Contracting State, this Convention or any other international instrument, provided that such benefit is equivalent to the benefit to be granted to that item of income under the Convention;
- (d) the term "gross income" means the total revenues derived by an enterprise from its business, less the direct costs of obtaining such revenues.

9. Notwithstanding the other provisions of this Convention, a benefit under the Convention shall not be granted in respect of an item of income if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of the Convention.

10. Where, pursuant to any provisions of this Convention, a Contracting State relieves or exempts from tax income of a resident of the other Contracting State and, under the laws of that other Contracting State, the resident is subjected to tax in that other Contracting State only on that part of such income as is remitted

to or received in that other Contracting State, then such relief or exemption shall apply only to so much of such income as is remitted to or received in that other Contracting State.

Article 23 ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the laws of Japan regarding the allowance as a credit against Japanese tax of tax payable in any country other than Japan, where a resident of Japan derives income from Belgium which may be taxed in Belgium in accordance with the provisions of this Convention, the amount of Belgian tax payable in respect of that income shall be allowed as a credit against the Japanese tax imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the Japanese tax which is appropriate to that income.
2. (a) Where a resident of Belgium derives income, not being dividends, interest or royalties, which is taxed in Japan in accordance with the provisions of this Convention, Belgium shall exempt such income from tax but if such resident is an individual, Belgium shall only exempt such income from tax to the extent that such income is effectively taxed in Japan.
(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a) and any other provision of this Convention, Belgium shall, for the determination of the additional taxes established by Belgian municipalities and conurbations, take into account the earned income (*revenus professionnels - beroepsinkomsten*) that is exempted from tax in Belgium in accordance with that subparagraph. These additional taxes shall be calculated on the tax which would be payable in Belgium if the earned income in question had arisen in Belgium.

Where in accordance with any provision of the Convention income derived by a resident of Belgium is exempted from tax in Belgium, Belgium may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, apply the rate of tax which would have been applicable if such income had not been exempted.

- (c) Dividends derived by a company which is a resident of Belgium from a company which is a resident of Japan shall be exempted from the corporate income tax in Belgium under the conditions and within the limits provided for in Belgian law.
- (d) Where a company which is a resident of Belgium derives from a company which is a resident of Japan dividends which are not exempted in accordance with subparagraph (c), such dividends shall nevertheless be exempted from the corporate income tax in Belgium if the company which is a resident of Japan is effectively engaged in the active conduct of a business in Japan. In such case, such dividends shall be exempted under the conditions provided for in Belgian law except those conditions that are related to the taxation of the company which is a resident of Japan or the income out of which the dividends are paid. The provisions of this subparagraph shall only apply to dividends paid out of income generated by the active conduct of a business and shall not apply

to the extent that the company that is a resident of Japan has deducted, or may deduct, the dividends from its profits.

For the purposes of this subparagraph, a company shall not be considered to be effectively engaged in the active conduct of a business in Japan where such company is an investment company, a financing company (other than a bank) or a treasury company or where such company holds any portfolio investment or any copyright, patent, trade mark, design, model, plan, secret formula or process which represents in the aggregate more than a third of its assets and such holding is not part of the active conduct of a business.

- (e) Where a company which is a resident of Belgium derives from a company which is a resident of Japan dividends which are included in its aggregate income for Belgian tax purposes and which are not exempted from the corporate income tax according to subparagraph (c) or (d), the Japanese tax charged on such dividends in accordance with paragraph 2 of Article 10 shall be allowed as a credit against Belgian tax relating to such dividends. The credit allowed shall not exceed that part of the Belgian tax which is proportionally relating to such dividends.
- (f) Subject to the provisions of Belgian law regarding the deduction from Belgian tax of taxes paid abroad, where a resident of Belgium derives items of his aggregate income for Belgian tax purposes which are interest or royalties, the Japanese tax charged on that income shall be allowed as a credit against Belgian tax relating to such income.
- (g) Where, in accordance with Belgian law, losses incurred by an enterprise carried on by a resident of Belgium in a permanent establishment situated in Japan have been effectively deducted from the profits of that enterprise for its taxation in Belgium, the exemption provided for in subparagraph (a) shall not apply in Belgium to the profits of other taxable periods attributable to that permanent establishment to the extent that those profits have also been exempted from tax in Japan by reason of deduction of such losses.

Article 24 NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Contracting State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. The provisions of this paragraph shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other Contracting State than the taxation levied on enterprises of that other Contracting State carrying on the same activities. The provisions of this paragraph shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and

reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 8 of Article 11, paragraph 5 of Article 12 or paragraph 3 of Article 21 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purposes of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Contracting State.
4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Contracting State are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities.

Article 25 **MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE**

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Contracting States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the provisions of this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.
3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of this Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.
4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this Article.

5. Where,

- (a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and
- (b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting State,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Contracting State. Unless a person directly affected by the case informs the competent authority of a Contracting State, within 45 days from the communication of the mutual agreement that implements the arbitration decision or a longer period agreed upon by the competent authorities of the Contracting States in a particular case, that he does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Contracting States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

6. For the purposes of applying the provisions of paragraph 5:

- (a) The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement establish a procedure in order to ensure that an arbitration decision will be implemented within two years from a request for arbitration as referred to in paragraph 5 unless actions or inaction of a person directly affected by the case in respect of which the request for arbitration has been made hinder the resolution of the case or unless the competent authorities of the Contracting States and that person otherwise agree.
- (b) An arbitration panel shall be established in accordance with the following rules:
 - (i) An arbitration panel shall consist of three arbitrators who are individuals with expertise or experience in international tax matters.
 - (ii) Each of the competent authorities of the Contracting States shall appoint one arbitrator who may, but need not, be a national of either Contracting State. The two arbitrators appointed by the competent authorities of the Contracting States shall appoint the third arbitrator who serves as the chair of the arbitration panel in accordance with the procedures agreed by the competent authorities of the Contracting States.
 - (iii) No arbitrator shall be an employee of the tax authority of either Contracting State, nor have dealt with the case in respect of

which the request for arbitration has been made in any capacity. The third arbitrator shall not be a national of either Contracting State, nor have had his usual place of residence in either Contracting State, nor have been employed by either Contracting State.

- (iv) The competent authorities of the Contracting States shall ensure that all arbitrators agree, in statements sent to each of the competent authorities of the Contracting States, prior to their acting in an arbitration proceeding, to abide by and be subject to the same confidentiality and non-disclosure obligations as those described in paragraph 2 of Article 26 and under the laws of the Contracting States.
- (v) Each of the competent authorities of the Contracting States shall bear the costs of its appointed arbitrator and its own expenses. The costs of the third arbitrator and other expenses associated with the conduct of the arbitration proceedings shall be borne by the competent authorities of the Contracting States in equal shares.
- (c) The competent authorities of the Contracting States shall provide the information necessary for the arbitration decision to all arbitrators without undue delay.
- (d) An arbitration decision shall be treated as follows:
 - (i) An arbitration decision has no precedential value.
 - (ii) An arbitration decision shall be final, unless that decision is found to be unenforceable by a court of either Contracting State due to a violation of paragraph 5, of this paragraph or of any procedural rule determined in accordance with subparagraph (a) that may reasonably have affected the decision. If the decision is found to be unenforceable due to the violation, the request for arbitration shall be considered not to have been made and the arbitration process shall be considered not to have taken place (except for the purposes of clauses (iv) and (v) of subparagraph (b)).
- (e) Where at any time before the arbitration panel has delivered a decision on a case to the competent authorities of the Contracting States and to the person who made the request for arbitration in respect of the case:
 - (i) the competent authorities of the Contracting States reach a mutual agreement to resolve the case pursuant to paragraph 2; or
 - (ii) that person withdraws the request for arbitration; or
 - (iii) a decision concerning the case is rendered by a court or administrative tribunal of either Contracting State during the arbitration proceedings;

the procedures under this Article in respect of the case shall terminate.

- (f) Where a case in respect of which a request for arbitration has been made is pending in litigation or appeal, the mutual agreement that implements the arbitration decision on the case shall be considered not to be accepted by the person directly affected by the case if any person directly affected by the case who is a party to the litigation or appeal does not withdraw, within 60 days after receiving the decision of the arbitration panel, from consideration by the relevant court or administrative tribunal all issues resolved in the arbitration proceedings. In this case, the case shall not be eligible for any further consideration by the competent authorities of the Contracting States.
- (g) The provisions of paragraph 5 and this paragraph shall not apply to cases falling within paragraph 3 of Article 4.

Article 26 EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic law of that Contracting State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both Contracting States and the competent authority of the Contracting State supplying the information authorises such use.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - (b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
 - (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or

information the disclosure of which would be contrary to public policy;
or

(d) to obtain or provide information that would reveal confidential communications between a client and an attorney, solicitor or other admitted legal representative where such communications are:

(i) produced for the purposes of seeking or providing legal advice;
or

(ii) produced for the purposes of use in existing or contemplated legal proceedings.

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Contracting State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, trust, foundation, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

ASSISTANCE IN THE COLLECTION OF TAXES

1. The Contracting States shall lend assistance to each other in the collection of revenue claims. This assistance is not restricted by Articles 1 and 2. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this Article.

2. The term "revenue claim" as used in this Article means an amount owed in respect of the following taxes, insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention or any other instrument to which the Contracting States are parties, as well as interest, administrative penalties and costs of collection or conservancy related to such amount:

(a) in the case of Japan:

(i) the taxes referred to in clauses (i) to (iv) of subparagraph (a) of paragraph 1 of Article 2;

(ii) the special corporation tax for reconstruction;

(iii) the consumption tax;

(iv) the local consumption tax;

- (v) the inheritance tax; and
 - (vi) the gift tax;
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) the taxes referred to in subparagraph (b) of paragraph 1 of Article 2;
 - (ii) the value added tax;
 - (iii) the inheritance taxes;
 - (iv) the gift taxes; and
 - (v) the circulation tax and the tax on the entry into traffic service;
 - (c) any other tax as may be agreed upon from time to time between the Governments of the Contracting States through an exchange of diplomatic notes;
 - (d) any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the taxes covered by subparagraph (a), (b) or (c).
3. When a revenue claim of a Contracting State is enforceable under the laws of that Contracting State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that Contracting State, prevent its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that Contracting State, be accepted for purposes of collection by the competent authority of the other Contracting State. That revenue claim shall be collected by that other Contracting State in accordance with the provisions of its laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes as if the revenue claim were a revenue claim of that other Contracting State that met the conditions allowing that other Contracting State to make a request under this paragraph.
4. When a revenue claim of a Contracting State is a claim in respect of which that Contracting State may, under its law, take measures of conservancy with a view to ensure its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that Contracting State, be accepted for purposes of taking measures of conservancy by the competent authority of the other Contracting State. That other Contracting State shall take measures of conservancy in respect of that revenue claim in accordance with the provisions of its laws as if the revenue claim were a revenue claim of that other Contracting State even if, at the time when such measures are applied, the revenue claim is not enforceable in the first-mentioned Contracting State or is owed by a person who has a right to prevent its collection.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 3 and 4, a revenue claim accepted by the competent authority of a Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that Contracting State, be subject to the time limits or accorded any priority applicable to a revenue claim under the laws of that Contracting State by reason of its nature as such. In addition, a revenue claim accepted by

the competent authority of a Contracting State for the purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that Contracting State, have any priority applicable to that revenue claim under the laws of the other Contracting State.

6. Acts carried out by a Contracting State in the collection of a revenue claim accepted by the competent authority of that Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 which if they were carried out by the other Contracting State would have the effect of suspending or interrupting the time limits applicable to the revenue claim in accordance with the laws of that other Contracting State shall have such effect under the laws of that other Contracting State. The competent authority of the first-mentioned Contracting State shall inform the competent authority of the other Contracting State of having carried out such acts.
7. Proceedings with respect to the existence, validity or the amount of a revenue claim of a Contracting State shall not be brought before the courts or administrative bodies of the other Contracting State.
8. Where, at any time after a request has been made by the competent authority of a Contracting State under paragraph 3 or 4 and before the other Contracting State has collected and remitted the relevant revenue claim to the first-mentioned Contracting State, the relevant revenue claim ceases to be
 - (a) in the case of a request under paragraph 3, a revenue claim of the first-mentioned Contracting State that is enforceable under the laws of that Contracting State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that Contracting State, prevent its collection, or
 - (b) in the case of a request under paragraph 4, a revenue claim of the first-mentioned Contracting State in respect of which that Contracting State may, under its laws, take measures of conservancy with a view to ensure its collection

the competent authority of the first-mentioned Contracting State shall promptly notify the competent authority of the other Contracting State of that fact and, at the option of the competent authority of the other Contracting State, the competent authority of the first-mentioned Contracting State shall either suspend or withdraw its request.

9. In no case shall the provisions of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - (b) to carry out measures which would be contrary to public policy;
 - (c) to provide assistance if the other Contracting State has not pursued all reasonable measures of collection or conservancy, as the case may be, available under its laws or administrative practice;
 - (d) to provide assistance in those cases where the administrative burden for that Contracting State is clearly disproportionate to the benefit to be

derived by the other Contracting State.

Article 28

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 29

HEADINGS

The headings of the Articles of this Convention are inserted for convenience of reference only and shall not affect the interpretation of the Convention.

Article 30

ENTRY INTO FORCE

1. Each of the Contracting States shall send in writing and through diplomatic channels to the other Contracting State the notification confirming that its internal procedures necessary for the entry into force of this Convention have been completed. The Convention shall enter into force on the thirtieth day after the date of receipt of the latter notification.
2. This Convention shall be applicable:
 - (a) in the case of Japan:
 - (i) with respect to taxes levied on the basis of a taxable period, for taxes for any taxable period beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention enters into force; and
 - (ii) with respect to taxes levied not on the basis of a taxable period, for taxes levied on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention enters into force; and
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) with respect to taxes due at source, on income credited or payable on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force;
 - (ii) with respect to other taxes on income, on income of taxable periods beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force; and
 - (iii) with respect to other taxes, on taxes due in respect of taxable events taking place on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force.
3. The Convention between the Kingdom of Belgium and Japan for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income signed at Tokyo on March

28, 1968, as amended by the Protocol signed at Brussels on November 9, 1988 and the Protocol signed at Brussels on January 26, 2010 (hereinafter referred to as "the prior Convention"), shall cease to be applicable from the date upon which this Convention applies in respect of the taxes to which this Convention applies in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The prior Convention shall terminate on the last date on which it applies in accordance with this Article.
5. Notwithstanding the entry into force of this Convention, an individual who is entitled to the benefits of Article 20 of the prior Convention at the time of the entry into force of this Convention shall continue to be entitled to such benefits until such time as the individual would have ceased to be entitled to such benefits if the prior Convention had remained in force.

Article 31 TERMINATION

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination to the other Contracting State at least six months before the end of any calendar year beginning after expiry of five years from the date of entry into force of the Convention. In such event, the Convention shall cease to have effect:

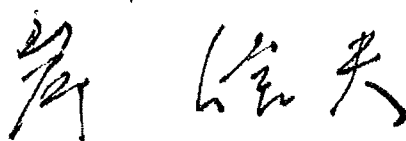
- (a) in the case of Japan:
 - (i) with respect to taxes levied on the basis of a taxable period, for taxes for any taxable period beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice is given; and
 - (ii) with respect to taxes levied not on the basis of a taxable period, for taxes levied on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice is given; and
- (b) in the case of Belgium:
 - (i) with respect to taxes due at source, on income credited or payable on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given;
 - (ii) with respect to other taxes on income, on income of taxable periods beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given; and
 - (iii) with respect to other taxes, on taxes due in respect of taxable events taking place on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

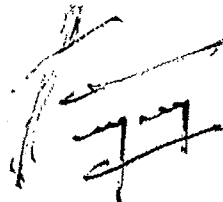
DONE in duplicate at Tokyo this twelfth day of October, 2016 in the English language.

**For the Kingdom of
Belgium:**

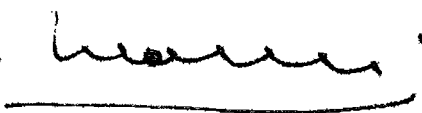
For Japan:



**Belgian Federal
Government:**



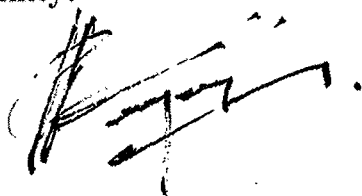
**The Government of the
Flemish Community:**



**The Government of the
French Community:**



**The Government of the
German-speaking
Community:**



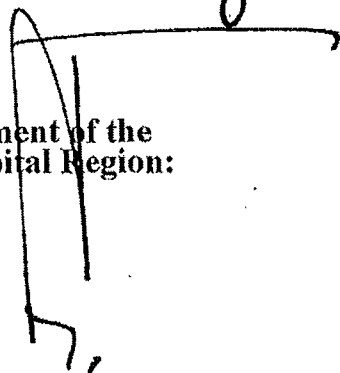
**The Government of the
Flemish Region:**



**The Government of the
Walloon Region:**



**The Government of the
Brussels-Capital Region:**



PROTOCOL

At the moment of signing the Convention between the Kingdom of Belgium and Japan for the Elimination of Double Taxation with respect to Taxes on Income and the Prevention of Tax Evasion and Avoidance (hereinafter referred to as "the Convention"), the undersigned have agreed upon the following provisions which shall form an integral part of the Convention.

1. It is understood that a general mutual agreement reached by the competent authorities of the Contracting States within the framework of paragraph 3 of Article 25 of the Convention shall be taken into account in the interpretation and application of the Convention.

2. With reference to paragraph 1 of Article 4 of the Convention:

It is understood that a person is "liable to tax" in a Contracting State even where the tax laws of that Contracting State provide that all or part of its income is exempted from tax or that such person is only subjected to tax with respect to some types of income.

3. With reference to paragraphs 1 and 2 of Article 14 of the Convention:

It is understood that an employment is exercised in the place where the employee is physically present when performing the activities for which the salaries, wages and other similar remuneration are paid, irrespective of the place in which the contract of employment was concluded, the residency of the employer or of the person paying the remuneration, the place of payment of the remuneration, or the place where the results of the employee's work are exploited.

4. With reference to subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 23 of the Convention:

For the application of that subparagraph;

- (a) an item of income is effectively taxed in Japan where such item of income is subjected to tax in Japan and does not benefit from an exemption from tax therein.
- (b) an item of income is taxed in Japan where such item of income is subjected in Japan to the tax regime that is normally applicable to such item of income according to the tax laws of Japan.

5. With reference to subparagraph (e) of paragraph 2 of Article 23 of the Convention:

For the application of the credit allowed under that subparagraph, the dividends included in the aggregate income for Belgian tax purposes shall include the Japanese tax charged on such dividends in accordance with paragraph 2 of Article 10 of the Convention.

6. With reference to paragraph 3 of Article 25 of the Convention:

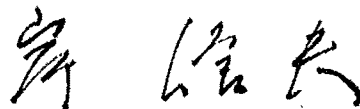
It is understood that the second sentence of that paragraph does not allow the Contracting States to eliminate double taxation where the provision of such relief would contravene the provisions of their respective domestic laws or other applicable tax treaties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

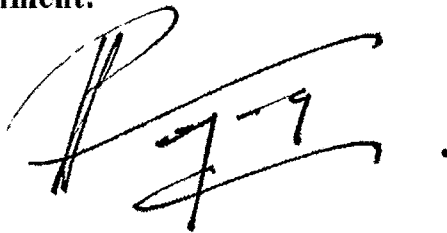
DONE in duplicate at Tokyo this twelfth day of October, 2016 in the English language.

**For the Kingdom of
Belgium:**

For Japan:



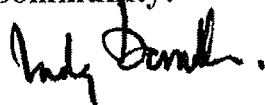
**Belgian Federal
Government:**



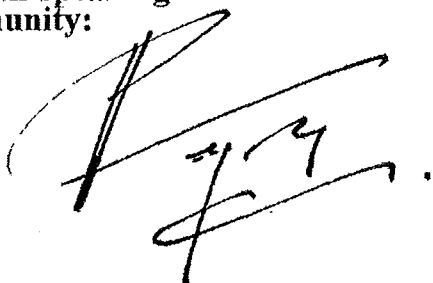
**The Government of the
Flemish Community:**



**The Government of the
French Community:**



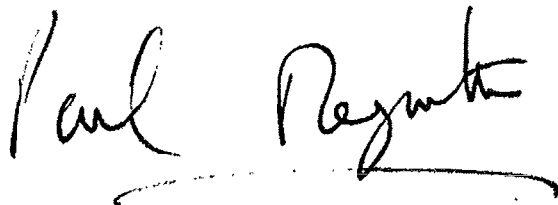
**The Government of the
German-speaking
Community:**

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

**The Government of the
Flemish Region:**

A handwritten signature in black ink, featuring a series of connected loops and a horizontal line at the bottom.

**The Government of the
Walloon Region:**

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Beyens" in a cursive script.

**The Government of the
Brussels-Capital Region:**

A handwritten signature in black ink, appearing as a stylized vertical stroke with a small hook at the bottom.

